

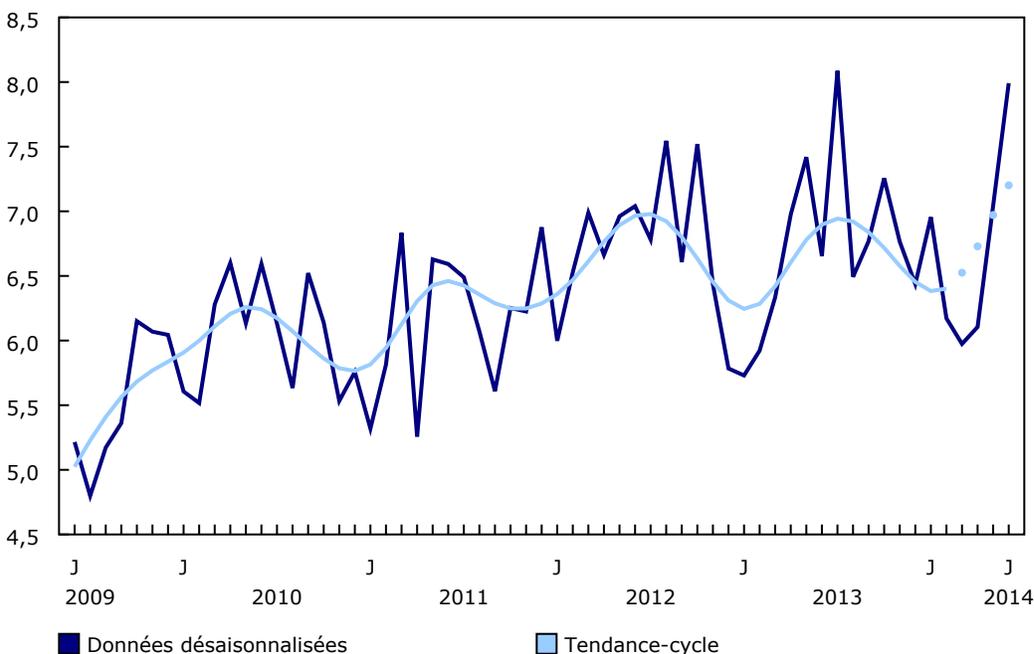
Permis de bâtir, juin 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le jeudi 7 août 2014

Les entrepreneurs ont pris pour 8,0 milliards de dollars de permis de bâtir en juin, en hausse de 13,5 % par rapport à mai. La progression notée en juin s'explique principalement par la hausse des intentions de construction d'immeubles institutionnels et industriels au Québec et de bâtiments commerciaux en Alberta.

Graphique 1 Valeur totale des permis

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

La valeur des permis de construction non résidentielle a affiché une hausse de 32,5 % pour s'établir à 3,8 milliards de dollars en juin, soit une troisième augmentation mensuelle d'affilée. Le Québec a été à l'origine de la majeure partie de la hausse observée à l'échelle nationale. Des reculs ont été notés dans six provinces, le Manitoba et l'Ontario ayant affiché les plus fortes baisses. Chacune des deux provinces avait connu de fortes augmentations en mai.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis a légèrement progressé de 0,4 % pour se chiffrer à 4,2 milliards de dollars, soit la quatrième hausse mensuelle consécutive. Les augmentations observées dans quatre provinces ont en grande partie neutralisé les baisses enregistrées dans les autres provinces. L'Ontario a affiché la plus forte hausse, suivie de la Nouvelle-Écosse et du Québec. La Colombie-Britannique a enregistré la baisse la plus prononcée.



Secteur non résidentiel : augmentations dans les composantes institutionnelle et industrielle

La valeur des permis de construction dans la composante institutionnelle a plus que doublé en juin pour s'établir à 1,3 milliard de dollars. Les intentions de construction d'immeubles institutionnels ont augmenté dans quatre provinces. Le Québec, qui a affiché la plus forte augmentation, a enregistré une forte hausse des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale.

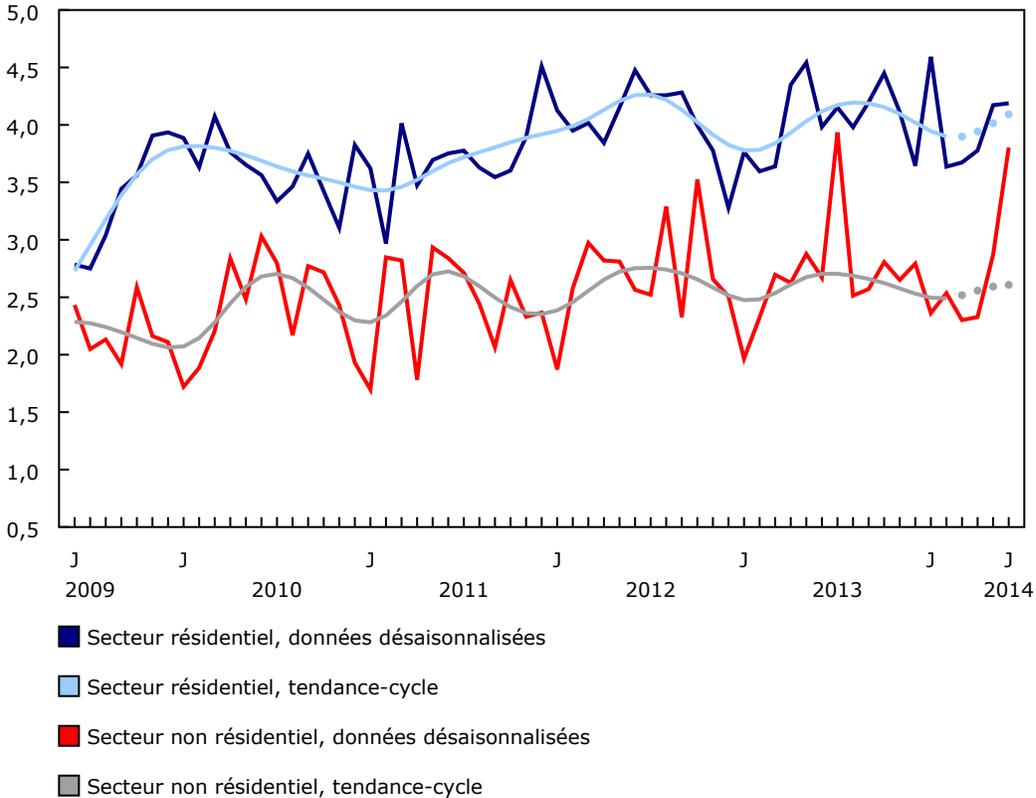
Dans la composante industrielle, les intentions de construction ont augmenté de 63,9 % pour se fixer à 744 millions de dollars, en hausse pour un troisième mois consécutif. L'augmentation inscrite est principalement attribuable à la hausse des intentions de construction de bâtiments de technologie de l'information au Québec et de bâtiments rattachés aux services publics en Ontario.

Les municipalités canadiennes ont délivré pour 1,8 milliard de dollars de permis de construction commerciale en juin, soit 2,1 % de moins qu'en mai. Ce repli a été le résultat d'une baisse des intentions de construction dans diverses catégories d'immeubles à vocation commerciale, y compris les hôtels et les restaurants, les entrepôts et les complexes de vente au détail. Des baisses ont été observées dans sept provinces, l'Ontario et le Manitoba ayant affiché les plus fortes baisses.

En revanche, l'Alberta, la Colombie-Britannique et Terre-Neuve-et-Labrador ont connu des hausses.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel

milliards de dollars



Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Secteur résidentiel : hausse des intentions de construction de logements unifamiliaux

Les municipalités ont délivré pour 2,4 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux en juin, en hausse de 5,5 % par rapport à mai. Il s'agit d'une troisième augmentation mensuelle consécutive. Des hausses ont été enregistrées dans six provinces, l'Alberta étant arrivée en tête, suivie de l'Ontario, du Québec et de la Colombie-Britannique.

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont diminué de 6,0 % pour se fixer à 1,7 milliard de dollars en juin. Ce recul survient après trois augmentations mensuelles consécutives et s'explique principalement par la diminution des intentions de construction observée dans l'Ouest canadien. En revanche, l'Ontario, la Nouvelle-Écosse et le Québec ont enregistré des hausses.

À l'échelle nationale, les municipalités ont approuvé la construction de 16 770 nouveaux logements en juin, en baisse de 4,6 % par rapport à mai. Cette diminution s'explique principalement par un fléchissement de 10,7 % du nombre de logements multifamiliaux, lequel s'est établi à 10 202 unités. Le nombre de logements unifamiliaux a augmenté de 6,9 % pour se chiffrer à 6 568 unités.

Provinces : le Québec enregistre la plus forte hausse

La valeur totale des permis a crû dans cinq provinces en juin, le Québec étant arrivé en tête, suivi de loin de l'Alberta.

Le Québec a affiché de loin la plus forte progression, des hausses marquées ayant été enregistrées dans les intentions de construction d'immeubles institutionnels, des bâtiments industriels et, dans une moindre mesure, de logements multifamiliaux.

La croissance enregistrée en Alberta s'explique principalement par l'augmentation des intentions de construction d'immeubles commerciaux et de logements unifamiliaux.

Le recul le plus prononcé a eu lieu au Manitoba, où les immeubles commerciaux ont été à l'origine de la majeure partie de la baisse.

Hausse des intentions de construction dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

En juin, la valeur des permis a augmenté dans 20 des 34 régions métropolitaines de recensement.

Montréal a enregistré la hausse la plus prononcée en juin, suivie de loin de Calgary. À Montréal, la valeur des permis délivrés a augmenté surtout en raison d'une hausse des intentions de construction d'immeubles institutionnels et industriels, tandis qu'à Calgary, elle s'est accrue en raison d'une hausse des permis de construction d'immeubles à vocation commerciale.

Les plus fortes baisses ont été observées à Winnipeg, suivie de Toronto et de Vancouver. Un recul des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale explique les baisses observées à Winnipeg et à Toronto. À Vancouver, la baisse est surtout attribuable à un affaiblissement des intentions de construction de logements multifamiliaux.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada –
Données désaisonnalisées

	Jun 2013	Avril 2014	Mai 2014 ^r	Jun 2014 ^P	Mai à jun 2014	Jun 2013 à jun 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 653,2	6 105,1	7 043,2	7 991,0	13,5	20,1
Résidentiel	3 982,3	3 777,2	4 172,1	4 188,1	0,4	5,2
Unifamilial ¹	2 163,2	2 182,6	2 315,9	2 443,3	5,5	12,9
Multifamilial	1 819,1	1 594,6	1 856,3	1 744,9	-6,0	-4,1
Non résidentiel	2 670,9	2 327,8	2 871,1	3 802,9	32,5	42,4
Industriel	458,9	359,9	453,8	743,7	63,9	62,1
Commercial	1 349,2	1 302,4	1 842,9	1 803,5	-2,1	33,7
Institutionnel	862,8	665,5	574,5	1 255,7	118,6	45,5
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	17 557	15 579	17 571	16 770	-4,6	-4,5
Unifamilial ¹	6 083	5 919	6 146	6 568	6,9	8,0
Multifamilial	11 474	9 660	11 425	10 202	-10,7	-11,1

^r révisé

^P provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire – Données désaisonnalisées

	Jun 2013	Avril 2014	Mai 2014 ^r	Jun 2014 ^p	Mai à jun 2014	Jun 2013 à jun 2014
	millions de dollars				variation en %	
Canada	6 653,2	6 105,1	7 043,2	7 991,0	13,5	20,1
Résidentiel	3 982,3	3 777,2	4 172,1	4 188,1	0,4	5,2
Non résidentiel	2 670,9	2 327,8	2 871,1	3 802,9	32,5	42,4
Terre-Neuve-et-Labrador	78,8	59,1	81,5	98,9	21,4	25,5
Résidentiel	59,2	39,8	49,6	48,3	-2,6	-18,4
Non résidentiel	19,6	19,4	31,8	50,6	58,8	158,1
Île-du-Prince-Édouard	13,5	12,7	17,1	11,7	-31,6	-13,3
Résidentiel	11,0	9,0	9,3	5,2	-43,8	-52,6
Non résidentiel	2,5	3,8	7,8	6,5	-17,1	159,5
Nouvelle-Écosse	106,7	129,2	98,8	119,4	20,9	11,9
Résidentiel	62,6	76,7	53,4	95,3	78,4	52,2
Non résidentiel	44,1	52,5	45,4	24,1	-46,8	-45,3
Nouveau-Brunswick	111,0	37,6	68,2	64,3	-5,7	-42,0
Résidentiel	36,8	22,4	34,8	37,4	7,6	1,9
Non résidentiel	74,2	15,2	33,4	26,9	-19,5	-63,8
Québec	1 035,8	1 190,8	1 136,8	2 117,5	86,3	104,4
Résidentiel	670,3	689,9	677,7	715,5	5,6	6,7
Non résidentiel	365,5	500,9	459,0	1 401,9	205,4	283,5
Ontario	2 471,8	2 204,2	2 562,6	2 600,2	1,5	5,2
Résidentiel	1 524,2	1 416,6	1 532,3	1 660,8	8,4	9,0
Non résidentiel	947,6	787,6	1 030,3	939,5	-8,8	-0,9
Manitoba	221,7	195,5	389,2	207,4	-46,7	-6,5
Résidentiel	113,6	122,2	170,2	119,1	-30,1	4,8
Non résidentiel	108,2	73,3	219,0	88,3	-59,7	-18,3
Saskatchewan	309,5	250,4	267,7	207,1	-22,7	-33,1
Résidentiel	161,5	126,0	166,6	124,2	-25,4	-23,1
Non résidentiel	148,0	124,4	101,1	82,8	-18,1	-44,1
Alberta	1 366,0	1 341,6	1 518,2	1 714,9	13,0	25,5
Résidentiel	755,2	801,3	860,4	849,8	-1,2	12,5
Non résidentiel	610,8	540,3	657,8	865,1	31,5	41,6
Colombie-Britannique	891,4	676,8	889,4	834,5	-6,2	-6,4
Résidentiel	576,4	469,0	610,5	521,7	-14,6	-9,5
Non résidentiel	315,0	207,8	278,9	312,8	12,1	-0,7
Yukon	4,6	3,4	9,8	5,3	-45,3	16,2
Résidentiel	3,5	2,8	3,6	2,0	-44,4	-42,9
Non résidentiel	1,1	0,6	6,2	3,3	-45,9	208,0
Territoires du Nord-Ouest	8,4	3,7	1,5	5,6	280,3	-34,2
Résidentiel	8,0	1,7	1,1	4,8	338,2	-40,1
Non résidentiel	0,4	2,0	0,4	0,7	103,6	84,2
Nunavut	33,9	0,0	2,5	4,3	72,4	-87,3
Résidentiel	0,0	0,0	2,5	4,0	58,4	...
Non résidentiel	33,9	0,0	0,0	0,4	...	-99,0

^r révisé^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement – Données
désaisonnalisées¹

	Jun 2013	Avril 2014	Mai 2014 ^r	Jun 2014 ^P	Mai à jun 2014	Jun 2013 à jun 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	5 022,0	4 599,9	5 512,2	6 282,7	14,0	25,1
St. John's	45,7	41,6	50,6	69,5	37,4	52,1
Halifax	46,4	79,6	58,4	79,8	36,6	72,0
Moncton	53,3	10,0	29,6	25,4	-14,1	-52,3
Saint John	8,4	7,4	8,7	10,3	18,8	22,9
Saguenay	30,1	23,8	24,6	38,3	56,0	27,1
Québec	98,4	141,6	105,7	124,0	17,3	26,0
Sherbrooke	25,0	28,3	27,2	38,2	40,4	52,9
Trois-Rivières	20,5	23,6	30,2	28,8	-4,7	40,5
Montréal	524,2	513,9	595,5	1 432,4	140,5	173,3
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	202,8	219,1	198,7	284,2	43,0	40,2
Partie Gatineau	20,6	37,1	47,3	40,0	-15,4	94,5
Partie Ottawa	182,2	182,1	151,4	244,2	61,3	34,0
Kingston	31,4	18,9	22,0	19,1	-13,2	-39,4
Peterborough	24,0	8,5	21,0	14,4	-31,2	-39,9
Oshawa	93,7	75,7	82,3	75,8	-7,9	-19,1
Toronto	1 129,9	1 065,9	1 457,8	1 277,1	-12,4	13,0
Hamilton	157,0	143,1	93,1	100,0	7,5	-36,3
St. Catharines–Niagara	50,5	45,6	42,0	59,8	42,5	18,3
Kitchener–Cambridge–Waterloo	96,8	85,6	98,1	126,5	28,9	30,7
Brantford	48,4	11,3	15,1	7,9	-47,7	-83,7
Guelph	26,3	16,6	20,8	50,6	143,2	92,7
London	134,3	130,9	61,6	98,4	59,7	-26,7
Windsor	27,3	47,1	36,8	39,2	6,5	43,6
Barrie	34,9	29,8	39,2	41,5	5,9	19,1
Grand Sudbury	23,4	11,6	31,8	34,8	9,3	48,3
Thunder Bay	84,7	12,1	19,4	12,5	-35,7	-85,3
Winnipeg	151,9	136,1	304,5	121,0	-60,3	-20,4
Regina	73,9	60,6	46,2	43,4	-6,1	-41,3
Saskatoon	127,4	89,4	161,5	88,7	-45,1	-30,4
Calgary	536,6	599,6	641,2	811,7	26,6	51,3
Edmonton	399,6	458,0	492,1	542,3	10,2	35,7
Kelowna	23,5	37,1	29,6	35,3	19,2	50,2
Abbotsford–Mission	13,8	19,3	10,1	20,5	102,2	49,0
Vancouver	629,1	372,8	594,8	489,0	-17,8	-22,3
Victoria	48,9	35,6	62,2	42,4	-31,8	-13,4

^r révisé

^P provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données offertes dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008 et 026-0010.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de juin 2014 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-X) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir de juillet seront diffusées le 8 septembre.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mahamat Hamit-Haggar au 613-951-0862 (mahamat.hamit-haggar@statcan.gc.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.